

Nous voulions innover en proposant aux provinces de nommer conjointement les membres de la commission au lieu de leur imposer une commission dont les membres seraient choisis unilatéralement par le gouvernement central, car c'est ainsi que doit fonctionner le système fédératif; il ne s'agit pas d'ergoter sur des virgules dans une loi, mais de reconnaître que nous partageons un même pays et qu'il nous appartient de le bâtir ensemble. Voilà l'attitude que nous avons adoptée en matière de péréquation.

Nous n'avons pas entendu parler de modifications à l'entente sur la péréquation, qui doit venir à échéance dans moins de deux ans. Le gouvernement est muet à ce sujet. A notre connaissance et à la connaissance de la Chambre, il ne fait rien pour régler ce problème fondamental. Si nous avions réussi—et nous avons échoué, c'est maintenant de l'histoire—non seulement nous aurions eu une stratégie qui aurait fait accéder le pays à l'autonomie énergétique d'ici à 1990, mais je suis convaincu que nous aurions aussi obtenu un consensus pour modifier la formule de péréquation, afin qu'elle tienne compte des recettes découlant de l'exploitation de nos ressources. Ainsi, il y aurait eu un partage véritable, non pas imposé d'en haut, mais convenu, des ressources et des richesses du pays tout entier.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Clark: Monsieur le président, je pense que nous avons beaucoup discuté durant les dernières années de l'unité nationale. Mais à mon avis, nous avons peut-être négligé certains moyens disponibles à un gouvernement national. Nous avons décidé, par exemple, que ce n'était pas suffisant de réunir les provinces et le gouvernement fédéral pour simplement discuter de la Constitution. Nous devons aussi être ensemble pour songer à moderniser les autres institutions canadiennes.

Voilà pourquoi nous avons proposé l'établissement d'une conférence nationale sur le développement économique du Canada. Cette conférence aurait pour objectif, pour la première fois dans l'histoire du Canada, de réunir ensemble tous les représentants, tous les porte-parole, pas simplement des gouvernements fédéral et des provinces, mais aussi de l'industrie, des syndicats, des caisses populaires, des agriculteurs et des autres personnes qui sont intéressées dans le développement économique du Canada.

C'est par les gestes que nous pouvons ensemble avoir un pays uni mais pas simplement par la Constitution et par les conversations qui touchent exclusivement aux questions de loi. J'ai parlé plus tôt aujourd'hui, monsieur le président, des actions du gouvernement libéral relativement aux questions énergétiques et j'ai indiqué la preuve aussi récente qu'hier soir, la parole du gouvernement fédéral ne vaut pas ou n'est pas

Ajournement d'été

acceptable ou n'est pas quelque chose sur quoi le peuple peut se fier. Enfin, le gouvernement libéral se spécialise dans les renversements des politiques et nous venons d'en avoir une nouvelle preuve avec les questions énergétiques. Cela est très grave, en particulier quand on pense aux propos que le premier ministre a tenus durant la campagne référendaire. Il a alors pris l'engagement solennel de renouveler le fédéralisme canadien. Il l'a promis aux Québécois et aux autres Canadiens.

Mais depuis que la campagne référendaire est terminée, peut-on honnêtement croire qu'il a vraiment changé, que son attitude est différente de ce qu'elle fut dans le passé et que les propositions de son gouvernement manifestent la moindre ouverture à l'égard d'une vraie réforme? Malheureusement la réponse est non. En fait tout ce que le premier ministre a réussi à faire jusqu'à maintenant, c'est rendre une foule de personnes très inquiètes, de Claude Ryan à Roy Romanow. Cela augure très mal pour l'avenir et j'espère que le premier ministre sera capable de se resaisir au cours des prochains jours et qu'il réalisera que le temps est enfin venu de respecter sa parole et de prendre des mesures concrètes pour qu'on puisse procéder au renouvellement de la fédération canadienne.

[Traduction]

Je termine en rappelant à la Chambre que notre pays est riche de promesses. Non seulement il est riche en ressources naturelles, mais il est riche de bonne volonté et d'intérêts communs. Il est possible d'unifier le pays, mais aussi de le diviser. En tant que pays, il nous faut des projets d'envergure nationale. En tant que pays, nous avons besoin de collaboration entre les divers paliers de gouvernement et entre les particuliers. En tant que pays, nous avons besoin d'une politique nationale; et c'est ce que le gouvernement ne nous a pas donné pendant cette première session de la législature.

Le gouvernement a demandé et se prépare à obtenir un ajournement. J'espère qu'à la reprise, vers la mi-octobre, il nous présentera un budget peu après notre retour, et un accord sur l'énergie qui assurera à la population canadienne au moins les avantages que lui aurait garantis le nôtre.

Compte tenu de l'heure, peut-être pourrais-je terminer mes observations en proposant, appuyé par le député de Nepean-Carleton (M. Baker):

Que la Chambre continue de siéger aujourd'hui après l'heure habituelle d'ajournement pour terminer l'étude de la motion du président du Conseil privé dont elle est actuellement saisie.

Des voix: Bravo!

● (1600)

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien se lever.